

## Un îlot de liberté de pensée assiégé par le gouvernement hongrois

- Les mesures de rétorsion contre le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros prennent une tournure inquiétante.
- La survie de l'Université d'Europe centrale est menacée.
- Les ONG sont aussi dans le collimateur du pouvoir.

Corentin Léotard  
Correspondant à Budapest

Les mesures de rétorsion contre le "soft power" exercé en Hongrie par le financier-philanthrope George Soros prennent une tournure inquiétante. Le parlement hongrois a voté ce mardi un amendement de la loi de 2011 sur l'Enseignement supérieur qui "vise directement la Central European University", selon son recteur, Michael Ignatieff. La nouvelle législation stipule – parmi d'autres nouvelles contraintes – que les universités étrangères présentes en Hongrie doivent posséder un campus dans leur pays d'origine, ce qui n'est pas le cas de la CEU, qui n'a jamais eu de campus aux Etats-Unis dans l'Etat de New York où elle est enregistrée. Si elle était attendue, cette "attaque" a tout de même surpris par sa brutalité. Il ne s'est en effet passé qu'une semaine entre la présentation du projet de loi par le ministre des Ressources humaines Zoltan Balog et son approbation par le parlement, selon une procédure parlementaire accélérée.

Par la voix de son porte-parole Zoltan Kovacs, lui-même diplômé de

### "Stoppons Bruxelles"

La Hongrie a lancé samedi une campagne anti-européenne en demandant aux citoyens leur avis sur comment faire face aux politiques de Bruxelles qui, selon le gouvernement, menacent leur indépendance.

Le questionnaire, intitulé "Stoppons Bruxelles !", a été envoyé à chaque foyer, a annoncé un haut responsable du gouvernement en lançant officiellement la campagne.

l'Université d'Europe centrale, le gouvernement se défend de vouloir viser la CEU en particulier et fait valoir le fait que la loi concerne un total de vingt-huit universités qui n'opèrent pas selon les règles. Mais l'on sait en fait – grâce aux révélations de l'hebdomadaire "Heti Vilaggazdasag" – que le gouvernement avait planifié cela de longue date: le ministre de la Justice, Laszlo Trocsanyi, aurait prévenu le recteur que son gouvernement "se préparait à assassiner" l'Université au moyen d'un amendement.

### "Un désir de domination totale"

La CEU représente un îlot de libéralisme et de multiculturalisme situé en plein cœur de Budapest. 1440 étudiants y étudient cette année et l'Université compte au total quatorze mille diplômés issus de centre trente-trois pays du globe. Lorsque le campus a commencé à opérer en 1991, il s'agissait de former des élites acquises aux idées de la démocratie libérale pour tourner la page de plus d'un demi-siècle de totalitarismes (fasciste puis communiste) en Europe centrale et orientale. Mais dans une Hongrie prise en étau par les nationalistes du

Fidesz depuis près de sept années, elle fait aujourd'hui figure de plate-forme de résistance pourvoyeuse de voix critiques. En promouvant une société ouverte et progressiste, elle représente l'exact opposé de "l'Etat illibéral" que Viktor Orban a annoncé vouloir faire émerger en Hongrie à l'été 2014.

Dans une interview accordée vendredi à la revue "Visegrad Insight", le recteur de l'Université, Michael Ignatieff – qui fut chef du parti libéral et député au Canada – ne se prive pas d'interpeller le leader hongrois : *"Quiconque aime vraiment la Hongrie et respecte ses traditions intellectuelles et culturelles, quiconque comprend ce que les universitaires et les intellectuels de ce pays ont apporté à l'Europe, respecterait la liberté académique de ses institutions et ne chercherait pas à les détruire pour son désir de domination totale. Ce désir va nuire au pays qu'il pense défendre."*

#### Manifestations

Dix mille Budapestois de toutes générations ont défilé dimanche dans le centre-ville en faveur d'une "éducation libre", dans une ambiance festive et estivale. Mais l'émotion dépasse de loin les frontières du pays magyar : dans une lettre ouverte, cent cinquante universitaires de renom dont plus d'une quinzaine de lauréats du Prix Nobel ont fait part de leur admiration pour cette institution universitaire de haut niveau qu'est la CEU.

Viktor Orban espérait-il obtenir le soutien de Donald Trump contre George Soros, un homme qui se trouve être un généreux donateur du Parti démocrate et de la Fondation Clinton ? Au lieu de soutien, le département d'Etat américain a également demandé au gouvernement hongrois de renoncer à son projet. D'autres manifestations sont prévues à Budapest pour demander au président de la République, Janos Ader, de renvoyer la loi devant la Cour constitutionnelle.

***"Quiconque comprend ce que les universitaires et les intellectuels de ce pays ont apporté à l'Europe, respecterait la liberté académique de ses institutions et ne chercherait pas à les détruire pour son désir de domination totale."***

**Michael Ignatieff**

Recteur de l'Université CEU.

## Les ONG seront traitées sur les modèles russe et israélien

Les organisations non gouvernementales soutenues financièrement par George Soros sont sous le feu des critiques du Fidesz depuis de longs mois, considérées comme des "agents de l'étranger" et accusées de constituer une "puissance de l'ombre".

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, avait donné le ton à la fin du mois de décembre en décrétant 2017 "année de rébellion des Européens chrétiens et nationaux de notre espèce contre les forces libérales et globalistes". Et aux yeux du Fidesz au pouvoir, le milliardaire américain d'origine juive hongroise George Soros est l'incarnation de ces forces perçues comme hostiles à la Hongrie.

Cette surenchère doit se matérialiser au cours du printemps avec une loi destinée à faire la transparence sur les financements de ces organisations. Le site d'actualités 444.hu a réussi à mettre la main sur une copie du projet de loi, qu'il décrit comme basé sur des législations similaires en vigueur en Russie et en Israël. Celui-ci stipule que les fondations et les associations percevant des fonds de l'étranger – mais à l'exception notable des pays de l'Union européenne – dépassant 7,2 millions de forints (environ 23 000 euros) doivent le signaler et ouvrir leur comptabilité aux autorités. El-

les seraient aussi dans l'obligation d'apposer sur toute publication une mention stipulant qu'elles perçoivent, ou ont perçu au cours des cinq dernières années, des fonds depuis l'étranger.

Selon 444.hu, les rédacteurs de la loi disent vouloir porter à la connaissance du public "quelles organisations et quels intérêts essaient d'influencer l'opinion de l'Etat hongrois et de ses citoyens individuels ainsi que leur conduite".

Laszlo Majtenyi, président de l'une des ONG les plus en vues à Budapest, et candidat défait à la présidence de la République le mois dernier, a déclaré : "Je serais heureux si l'Etat hongrois fonctionnait de manière aussi transparente et avait des finances telles que celles de l'Institut Eotvos Karoly."

La principale organisation de défense des libertés individuelles, TASZ, a également réagi dans un communiqué : "Ces dernières semaines, le gouvernement a créé deux ennemis : les ONG et la CEU. Elles fonctionnent conformément à toutes les lois hongroises et le gouvernement en est bien conscient. Mais les lois doivent être modifiées afin de nous accoler le stigmate de l'illégalité." A un an des élections législatives, il semble bien qu'aux côtés des migrants et de l'Union européenne, George Soros, son Université, ainsi que les ONG qu'il soutient, soient le nouvel ennemi de la nation désigné par Viktor Orban pour cimenter son pouvoir.

C. L., à Budapest

Cette surenchère doit se matérialiser au cours du printemps avec une loi destinée à faire la transparence sur les financements de ces organisations.